# ZFE : le groupe Front de gauche veut 20 millions d'euros en plus pour les aides à la conversion

Transport 9 octobre 2024

**Pour accompagner le déploiement de la zone à faibles émissions métropolitaine (ZFE), les élus du groupe Front de gauche, présidé par le maire de Gennevilliers (Hauts-de-Seine) Patrice Leclerc, veulent accroître les aides à la conversion des véhicules. Ils défendent aussi un renforcement de l'effort d'investissement en faveur des transports publics. Dans ce but, un vœu sera proposé lors de la prochaine réunion du conseil de la métropole, ce vendredi 11 octobre.**

L'interdiction des véhicules Crit'Air 3 au 1er janvier 2025 dans le périmètre de la ZFE du Grand Paris nécessite des mesures d'accompagnement renforcées à destination des ménages les plus modestes, estiment les élus métropolitains du Front de gauche, qui s'apprêtent à déposer un vœu en ce sens à l'occasion du conseil métropolitain du 11 octobre 2024. Ils demandent notamment l'augmentation d'au moins 20 millions d'euros du budget annuel consacré au dispositif « Métropole roule propre » d'aides à l'acquisition de véhicules électriques ou essence Crit'Air 1. Ciblé sur les revenus les plus faibles, le dispositif favorise aussi l'achat de petits véhicules assemblés en France. Cette mesure « permettrait de retirer 8 à 10 000 véhicules polluants de la circulation dans les deux ans à venir », estime Jacques Baudrier, conseiller métropolitain en charge du développement du vélo.

Les véhicules Crit'air 3 ne pourront plus circuler dans la ZFE pendant la journée en semaine à partir de 2025. © Jgp

Enfin, pour mieux faire connaître ces solutions, les élus du Front de gauche veulent lancer en 2025 une importante campagne de communication. « Les contrôles et les sanctions ne devraient pas être effectifs avant 2026. La période sera donc favorable à la pédagogie », indique Jacques Baudrier.

Selon une étude de l'Atelier parisien d'urbanisme (Apur), 422 000 véhicules particuliers classés Crit'Air 3 et plus seraient concernés, ainsi que 59 000 véhicules professionnels.

Jacques Baudrier. © Jgp

## Poursuivre le développement des transports publics

Toujours dans l'objectif d'aider les ménages à s'adapter aux contraintes de la ZFE, les élus du Front de gauche souhaitent que la métropole du Grand Paris relaie auprès de l'Etat des demandes concernant la mise en place d'un prêt national à taux zéro pour l'achat d'un véhicule propre. Ils demandent également le reconduite du dispositif de leasing social, avec une enveloppe beaucoup plus importante qu'en 2024, de manière à financer 300 000 véhicules contre 50 000 cette année. Pour trouver la ressource, il suffit d'augmenter le malus sur les véhicules les plus lourds, et donc les plus polluants, tranche Jacques Baudrier.

Conjugué au développement des transports publics, le déploiement de la ZFE doit permettre d'étendre la démotorisation au-delà de Paris et des communes limitrophes, estiment les élus du Front de gauche. Pour cela, ils demandent la hausse de l'effort d'investissement dans les transports en commun, de façon à réaliser les 13 prolongements de lignes de métro listés dans le Schéma directeur de la région Ile-de-France environnemental (Sdrif-e), adopté en septembre. Pour les financer, ils préconisent une augmentation de la taxe sur les bureaux dans une « zone premium » qui couvrirait le centre et l'ouest de Paris et une partie des Hauts-de-Seine : 800 millions d'euros par an viendraient ainsi s'ajouter au budget d'Ile-de-France mobilités.